

« Le CDH ? Mais qu'il s'en aille ! Il est temps maintenant »

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE André Flahaut voit un gouvernement PS-Défi ou PS-Défi-MR

► Le ministre socialiste du Budget à la Fédération Wallonie-Bruxelles explose :

« Va-t-on continuer longtemps à malmener la démocratie et à mépriser l'électeur de cette façon ? »

► « MM. Lutgen, Cerexhe et quelques autres qui dominent au CDH montrent qu'ils n'ont plus aucun sens de l'Etat. »

ENTRETIEN

Ministre du Budget d'un gouvernement en sur-sis, celui de la Fédération Wallonie-Bruxelles, André Flahaut (PS) bouillonne, se fâche, appelle à recaler le CDH sans attendre...

Benoît Lutgen et les siens soutiennent qu'après la Wallonie, il faut faire basculer la majorité à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Logique ?

Logique ? Va-t-on continuer longtemps à malmener la démocratie et à mépriser l'électeur de cette façon ? Il s'est exprimé en 2014, il a attribué un certain nombre de sièges aux partis, c'est sur cette base qu'il faut opérer, pas en fonction des jeux partitico-individuels du moment.

Mais il s'est passé un certain nombre de choses depuis 2014, et le CDH se sent autorisé visiblement à renverser les gouvernements en place.

Je rectifie : surtout, nous, socialistes, sommes autorisés, vu notre représentativité nettement plus

forte, fondée sur les résultats électoraux de 2014, à prendre des initiatives pour faire en sorte que nos entités puissent être gouvernées correctement. Nous ne devons pas céder à ces jeux insensés. M. Lutgen a provoqué insécurité et instabilité, ça ne peut plus durer. La Fédération Wallonie-Bruxelles doit être gouvernée.

Benoît Cerexhe, chef de groupe bruxellois du CDH, est catégorique : pas question de poursuivre avec le PS.

C'est révoltant d'entendre ce genre de choses. Leur parti pèse peu de chose, faut-il le rappeler, et ils disent : nous restons, voilà, merci de partir... Je n'ai pas de mots ! Dans un gouvernement, quand on n'est plus d'accord, on s'en va ! Début des années 2000, Isabelle Durant et Olivier Deleuze, pour Ecolo, avaient jugé qu'ils n'étaient plus en phase avec les décisions du gouvernement Verhofstadt, notamment sur le survol de Bruxelles, ils avaient été corrects et cohérents, ils étaient sortis. Ici, non. Le CDH dit : nous sommes plus d'accord, donc nous restons, et que les autres débarrassent le plancher...

En Wallonie, ça a marché.

Un changement purement opportuniste, avec une majorité très juste, nous verrons à l'épreuve. C'est vrai que là, le CDH est à la manœuvre, et cela devrait faire s'interroger au MR. Qui a été mis pratiquement devant le fait accompli, il a accepté que le président du petit parti pilote l'opération. Il a accepté aussi que les documents de base des négociations gouvernementales émanent du CDH. Le MR a eu le droit de les amender. Je parlerai même d'un piège pour lui : le CDH a conservé à peu près toutes ses compétences au gouvernement wallon, et continue à la

Communauté, alors que le MR, lui, arrive en fin de législature, avec des équipes pas formées, pour travailler dans un temps limité... En face, les autres sont dans un fauteuil, ils occupent, font avancer leurs dossiers.

On y revient : quid de la Fédération Wallonie-Bruxelles ? Que faire ? Benoît Cerexhe a été clair...

Je le suis moi aussi : mais qu'ils s'en aillent ! M. Lutgen et certains de ses amis lancent des appels ? Ils se répandent dans la presse ? Mais qu'ils partent, bon sang ! Il est temps maintenant. Qu'ils assument. Ils pèsent très peu de sièges au parlement. La base de la démocratie, c'est les élections, pas les sondages. A quoi jouent-ils ? C'est irresponsable de leur part.

Sans le CDH, avec qui gouverner la Fédération ?

PS et Défi peuvent travailler ensemble, ils le font à Bruxelles, où le gouvernement veut continuer. C'est envisageable à la Fédération à mon sens. Même si, avec 39 sièges sur 94, c'est un exécutif minoritaire. On peut imaginer une équipe qui cherche à s'appuyer sur les décisions et les votes au parlement, sur le sens des responsabilités des élus de différents groupes politiques, pour faire avancer les dossiers importants d'ici 2019. Quant à l'idée de former une majorité large, alors il y a le MR.

Le MR comme possible partenaire ?

Pourquoi pas ? A eux de voir. Dans tous les cas, il faut assurer le boulot jusqu'à 2019 et, dans l'immédiat, il y a la rentrée scolaire, etc. Si je compte bien, PS, Défi et MR, cela fait 69 sièges sur 94 au parlement de la Communauté, c'est une majorité stable, large, basée sur les résul-

tats de 2014. Et, en 2019, les électeurs décideront. C'est cela, la démocratie.

En attendant, Benoît Lutgen soutient que le PS a un « rapport malsain à l'Etat ». Alda Greoli, elle, attaque sur l'« assistanat »... Leur technique, c'est d'accuser les autres des fautes qu'ils commettent eux-mêmes... Réfléchissez à ceci... Les représentants du CDH à la Région et à la Communauté ont dans leurs attributions une palette de compétences qui vont de la naissance jusqu'à la mort : hôpitaux, petite enfance, enseignement, culture, allocations familiales, santé, les maisons de repos... Ils sont présents sur toute la ligne. Derrière, il y a sans doute une stratégie d'occupation du terrain, via les associations qui ont une coloration chrétienne ou catholique. Ce n'est pas un hasard si, au sein de la majorité wallonne, des problèmes

ont surgi quand on a parlé des allocations familiales, de la fixation des universités... Vous savez, à un certain moment, certains ont insinué qu'il y avait une pieuvre au PS, eh bien, moi, je soutiens qu'il y a une pieuvre au CDH. L'assistanat, il est là. Ils sont d'une mauvaise foi incroyable ! Vous savez qu'ils se sont opposés tant qu'ils pouvaient à l'organisation d'un cours de citoyenneté... Un cours qui veut précisément former des jeunes responsables, libres et autonomes. Tout le contraire de l'assistanat.

En fait, M. Lutgen, M. Cerexhe et quelques autres qui dominent au CDH trichent, accusent, s'exonèrent, ne pensent qu'à leurs intérêts personnels et partitiques. Ils sont en train de montrer qu'ils n'ont plus aucun sens de l'Etat. ■

DAVID COPPI

RENTÉE POLITIQUE**La tension monte**

Le PS qui tacle le CDH, Défi qui envoie les humanistes dans les cordes, ces derniers qui ripostent... La rentrée politique est imminente dans les entités fédérées. Le flou est total et la tension monte. Il y a quelques jours, Didier Gosuin, ministre bruxellois de l'Economie (Défi), a lancé les hostilités dans *La Libre*, en fermant la porte à un changement de majorité en Région bruxelloise : *« Je ne vois pas pourquoi il faudrait changer les attelages, tout simplement parce que Benoît Lutgen (le président du CDH qui a retiré la prise des gouvernements des entités fédérées en juin, NDLR) a eu des humeurs qui répondent à un calcul électoral. »*

Dans *Le Soir* du 14 août, le chef de groupe CDH à Bruxelles, Benoît Cerexhe, est sorti du bois : *« Il n'est pas question pour nous de continuer à gouverner avec le PS. »*

Pour lui, il faut renverser les alliances existantes en Région bruxelloise (PS-Défi-CDH) et en Fédération Wallonie-Bruxelles (PS-CDH), dans la continuité de ce qui a été opéré en Wallonie, où l'équipe de Willy Borsus (MR) a pris ses quartiers. La riposte de Didier Gosuin n'a pas été piquée des vers : il a qualifié Benoît Cerexhe d'*« homme girouette »* et de *« prototype du politique qui cherche seulement le rapport de forces et le pouvoir »*.

C'est peu dire que l'ambiance entre les deux partis n'est pas au beau fixe. Et pour cause : le CDH, qui n'a réussi son coup de force qu'à un seul niveau de pouvoir sur trois, a les yeux rivés sur Olivier Maingain. Dans *Le Vif*, le président de Défi a annoncé des propositions *« autour du 20 août »* pour entrer dans la majorité de la Communauté française. Moyennant des *« conditions importantes »*... Avec ses 3 sièges, Défi pourrait permettre au MR et au CDH d'obtenir une courte majorité de 49 députés sur 94. Une alliance PS-MR-Défi, proposée par André Flahaut, disposerait de 69 sièges.

A.-C.B.